

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 01.01.2023 AU 31.12.2023

**INRS  
INSTITUT NATIONAL  
DE RECHERCHE ET DE SECURITE**

Association Loi 1901  
65 bd Richard Lenoir – 75011 PARIS  
SIRET 775 671 456 00082

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Réunion du Conseil d'Administration quant à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux Membres,

#### **I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, réuni en Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE** relatifs à l'exercice clos le **31 DECEMBRE 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1<sup>er</sup> JANVIER 2023** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- le solde du compte courant avec la CNAM, qui a fait l'objet d'un rapprochement avec la CNAM. Cette dernière a totalement confirmé le solde du compte courant figurant dans les comptes de Votre Association.
- Les provisions pour risques et charges comptabilisées sont restées globalement stables et s'élèvent à un montant net de 1.535.000 euros. Nous avons échangé avec les dirigeants quant aux actions juridiques en cours, qui sont été décrites en pages 13 et suivantes de la présente annexe des comptes de Votre Association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX MEMBRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous attirons votre attention sur le Rapport Annuel qui mentionne au paragraphe « 3.2 - Exécution détaillée du budget » qu'une réintégration de recettes a été mise en œuvre à hauteur d'environ 765.000 euros et ce en parfaite cohérence avec l'article 11 du règlement comptable et financier. Pour mémoire, cette décision budgétaire a été prise dans le contexte d'une période où la Convention d'Objectif et de Gestion n'a toujours pas été entérinée par la CNAM. A cet égard, il nous paraît utile de préciser que cette décision ne modifie pas la lecture des états financiers qui sont annexés au présent rapport.



Ces observations mises à part, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du **Directeur Général** et dans les autres documents adressés aux **Membres du Conseil d'Administration** sur la situation financière et les comptes annuels.

**V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **Bureau du Conseil d'Administration**.

**VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.





En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Hauteville-lès-Dijon  
Le 11 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

**SARL EPITHAC**



**François PHU**



# BILAN ACTIF AU 31 12 2023 (en euros)

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amort/dépréciat.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	13 821 901	11 900 560	1 921 341	1 970 812
Immobilisations incorporelles en cours	316 828		316 828	1 130 307
Avances et acomptes	-		-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	4 528 935	-	4 528 935	4 528 935
Aménagements des terrains	1 951 387	524 563	1 426 824	1 465 901
Constructions	137 520 506	72 147 069	65 373 437	69 457 366
Installations techniques, matériels et outillages	46 967 006	39 657 927	7 309 079	7 680 104
Autres	9 367 865	8 694 603	673 262	1 280 895
Immobilisations corporelles en cours	4 109 187	-	4 109 187	5 946 640
Avances et acomptes	-	-	-	1 298
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres	6 119	-	6 119	6 119
<b>Total I</b>	<b>218 589 734</b>	<b>132 924 722</b>	<b>85 665 012</b>	<b>93 468 377</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	98 829	-	98 829	127 603
Marchandises	1 014 150	797 970	216 180	269 136
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	85 049	-	85 049	78 401
<b>Créances</b>				
Créances clients, et comptes rattachés	353 373	6 495	346 878	544 527
CNAMTS	9 436 513	-	9 436 513	13 899 410
Autres créances	30 183	-	30 183	22 490
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments de trésorerie, dont CET : 5 000 000 €	5 280 060	-	5 280 060	5 000 000
<b>Disponibilités, dont CET : 213 053 €</b>	8 973 746	-	8 973 746	5 610 357
<b>Charges constatées d'avance</b>	869 948	-	869 948	890 249
<b>Total II</b>	<b>26 141 851</b>	<b>804 465</b>	<b>25 337 386</b>	<b>26 442 173</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>	-	-	-	-
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>	-	-	-	-
<b>Ecart de conversion Actif (V)</b>	<b>134</b>	-	<b>134</b>	<b>1 797</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV +V)</b>	<b>244 731 719</b>	<b>133 729 187</b>	<b>111 002 532</b>	<b>119 912 347</b>

# BILAN PASSIF AU 31 12 2023 (en euros)

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	-	-
Réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Subventions d'investissement	85 665 012	93 467 079
<b>Total I</b>	<b>85 665 012</b>	<b>93 467 079</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 180 000	1 250 000
Provisions pour charges	355 000	325 000
<b>Total II</b>	<b>1 535 000</b>	<b>1 575 000</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Sur subventions de fonctionnement	-	-
<b>Total III</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	357 591	391 748
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 013 732	5 159 538
Dettes fiscales et sociales	21 042 382	19 092 914
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	76 775	86 396
Autres dettes	194 846	15 012
Produits constatés d'avance	117 060	124 050
<b>Total IV</b>	<b>23 802 386</b>	<b>24 869 658</b>
<b>Ecart de conversion Passif (V)</b>	<b>134</b>	<b>610</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>111 002 532</b>	<b>119 912 347</b>

# COMPTE DE RESULTAT AU 31 / 12 / 2023

CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Achats de marchandises	603 270	714 045
Variation de stock	122 932	- 95 910
Achats de matières premières et autres approvisionnements	66 185	96 401
Variations de stock	28 774	- 42 806
Autres achats et charges externes	16 928 239	15 995 170
Impôts, taxes et versements assimilés	6 380 951	6 067 080
Salaires et traitements	38 247 668	36 512 009
Charges sociales	17 937 938	17 189 130
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	10 187 825	10 837 159
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	-	-
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	7 910	76 936
Pour risques et charges : dotations aux provisions	110 000	1 000 000
Autres charges	442 681	475 921
<b>Total I</b>	<b>91 064 373</b>	<b>88 825 135</b>
<b>Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)</b>		
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements aux dépréciations aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total III</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	91 718	58 715
Sur opérations en capital	45 559	157 794
Dotations aux amortissements aux dépréciations aux provisions	-	-
<b>Total IV</b>	<b>137 277</b>	<b>216 509</b>
<b>Impôt sur les sociétés (VI)</b>	<b>95 702</b>	<b>-</b>
<b>Engagements à réaliser sur ressources affectées (VII)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + VI + VII)</b>	<b>91 297 352</b>	<b>89 041 644</b>
<b>Solde créditeur = bénéfice</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>91 297 352</b>	<b>89 041 644</b>
Evaluation des contributions volontaire en nature - Charges	-	-

# COMPTE DE RESULTAT AU 31 / 12 / 2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de marchandises	993 385	596 949
Production vendue (biens et services)	1 403 032	1 655 726
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	2 396 417	2 252 675
Production stockée	-	-
Production immobilisée	310 156	144 647
Subventions d'exploitation	77 589 251	74 744 423
Reprises sur provisions, dépréciations (et amortissements), transferts de charges	241 784	640 228
Cotisations	1 931	1 905
Autres produits (hors cotisations)	1 694	2 880
Sous-total B	78 144 816	75 534 083
<b>Total I (A + B)</b>	<b>80 541 233</b>	<b>77 786 758</b>
<b>Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)</b>		
<b>Produits financiers</b>		
De participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	398 809	122
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	-	-
Différences positives de change	2	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total III</b>	<b>398 811</b>	<b>122</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	123 924	252 111
Sur opérations en capital	10 233 384	11 002 653
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnels	-	-
<b>Total IV</b>	<b>10 357 308</b>	<b>11 254 764</b>
<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV + V)</b>	<b>91 297 352</b>	<b>89 041 644</b>
<b>Solde débiteur = déficit</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>91 297 352</b>	<b>89 041 644</b>
Evaluation des contributions volontaire en nature - Produits	-	-



**Département financier et comptable**

14/05/2024

**ANNEXE COMPTABLE SUR LES  
COMPTES ARRÊTÉS AU 31/12/23  
(En euros)**

# Sommaire

1.	FAITS CARACTERISTIQUES .....	1
2.	PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	2
3.	NOTES SUR LE BILAN .....	3
	BILAN ACTIF .....	3
3.1	IMMOBILISATIONS .....	3
3.2	STOCKS.....	8
3.3	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE.....	9
3.4	CRÉANCES .....	9
3.5	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE .....	11
	BILAN PASSIF .....	12
3.6	FONDS ASSOCIATIFS .....	12
3.7	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....	13
3.8	FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT .....	16
3.9	DETTES .....	16
4.	NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	19
4.1	VENTILATION DE LA PRODUCTION VENDUE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ .....	19
4.2	PRODUCTION IMMOBILISÉE.....	19
4.3	SUBVENTION D'EXPLOITATION .....	19
4.4	DEPRECIATIONS D'EXPLOITATION .....	19
4.5	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL.....	20
4.6	FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT .....	20
5.	AUTRES INFORMATIONS .....	20
5.1	ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUELS.....	20
5.2	EFFECTIF AU 31/12/23 .....	21



Association loi 1901, l'INRS a pour but de contribuer sur le plan technique par tous les moyens appropriés à l'amélioration de la sécurité et de l'hygiène du travail, ainsi qu'à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

L'activité de l'association s'exerce suivant les directives de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés et sous le contrôle de celle-ci dans le cadre de la politique définie par le Ministre chargé de la Sécurité sociale.

Son budget d'environ 80 millions d'euros provient du fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Il est alimenté par les cotisations AT/MP des entreprises qui cotisent au régime général de la Sécurité sociale.

\* \*  
\*

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023 d'une durée de 12 mois.

Le total du bilan, à cette date, est de 111 002 532 euros et celui du compte de résultat s'élève à 91 297 352 euros.

## 1. FAITS CARACTERISTIQUES

- L'événement significatif est l'absence signature de COG (Convention d'Objectifs et de Gestion) pour le présent exercice :
- L'INRS avait demandé une subvention de 91.200.000 €, et a été notifié en janvier 2023 d'une subvention provisoire pour l'année 2023 de 80% de la subvention 2022 notifiée, soit 63.200.000 €.
- Le 31 août 2023 la CATMP a voté une subvention provisoire rectificative correspondant à 100% de la subvention 2022 (79.000.000 €), augmentée de 1.000.000 € pour l'augmentation des dépenses d'énergies, soit une subvention totale de 80.000.000 €.
- Dans une gestion d'inter-COG, les conséquences sont lourdes : report des investissements et des recrutements, et abandon de nombreuses actions (Travaux, BTP, RPS, etc.).

## 2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les principes comptables généralement admis en France, conformément au règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif au Plan Comptable Général, et au règlement n° 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode de la comptabilisation des immobilisations par composants est appliquée depuis le 01/01/2005, conformément au règlement 2002-10 (relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) du Comité de la Réglementation Comptable.

L'I.N.R.S a opté pour la comptabilisation en charges des droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Les indemnités de départ à la retraite sont traitées comme suit :

- Toutes les indemnités concernant les départs annoncés par les salariés sont comptabilisées, quelle que soit l'année du départ.
- Toutes les indemnités concernant les salariés qui n'ont pas annoncé leurs départs, mais qui auront 62 ans ou plus l'année comptable suivante, sont comptabilisées.
- Les autres indemnités sont présentées en engagements hors bilan.

En accord avec les décisions de l'Administration fiscale, l'I.N.R.S est exonéré des impôts commerciaux, à savoir : TVA, contribution économique territoriale et impôts sur les sociétés.

Les méthodes d'évaluation sont développées dans les notes sur le bilan et le compte de résultat faisant l'objet des chapitres suivants.

### 3. NOTES SUR LE BILAN

#### BILAN ACTIF

##### 3.1 IMMOBILISATIONS

##### 3.1.1 Principes et méthodes comptables

###### ➤ Immobilisations incorporelles :

Elles sont principalement constituées de logiciels acquis.

###### ➤ Immobilisations corporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'entrée conformément au règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

###### ➤ Amortissements :

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations concernées (décomposables ou non).

Un plan d'amortissement distinct est suivi pour chacun des composants identifiés.

###### Amortissements pratiqués

	Durée de l'amortissement (en années)
Logiciels	De 1 à 8
Routes – Agencements des terrains	De 10 à 75
Bâtiments : constructions et infrastructure	De 2 à 50
Bâtiments : étanchéité-ravalement	De 7 à 10
Bâtiments : second œuvre	De 4 à 20
Installations générales	De 2 à 50
Agencements-aménagements des constructions	De 2 à 20
Installations complexes spécialisées	De 1 à 20
Matériel et outillage	De 2 à 20
Matériel de transport	De 2 à 10
Matériel de bureau et informatique	De 2 à 20
Mobilier	De 2 à 20

### 3.1.2 Variations de l'exercice - Immobilisations brutes

	Valeur brute au 01/01/23	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute au 31/12/23
<b><u>IMMOBILISATIONS</u></b>				
<b><u>INCORPORELLES:</u></b>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	17 524 671	1 226 575	4 929 345	13 821 901
Immobilisations incorporelles en cours	1 130 307	278 650	1 092 129	316 828
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	0	0	0	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>18 654 978</b>	<b>1 505 225</b>	<b>6 021 474</b>	<b>14 138 729</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS</u></b>				
<b><u>CORPORELLES:</u></b>				
Terrain	4 528 935	0	0	4 528 935
Aménagements des terrains	1 951 387	0	0	1 951 387
Constructions :				
sur sol propre	136 350 175	1 323 896	153 565	137 520 506
sur sol d'autrui	0			0
Installations techniques, outillage et matériel industriels	45 298 839	2 516 402	848 235	46 967 006
<b><u>AUTRES IMMOBILISATIONS</u></b>				
<b><u>CORPORELLES :</u></b>				
Installations générales diverses	0	0	0	0
Matériel de transport	892 018	0	0	892 018
Matériel de bureau et informatique	5 944 737	8 851	157 260	5 796 328
Mobilier et matériel de bureau	2 730 881	6 525	57 887	2 679 519
<b><u>IMMOBILISATIONS</u></b>				
<b><u>CORPORELLES EN COURS</u></b>				
Immobilisations corporelles en cours	5 946 640	1 629 860	3 467 313	4 109 187
Avances et acomptes	1 298	0	1 298	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>203 644 910</b>	<b>5 485 534</b>	<b>4 685 558</b>	<b>204 444 886</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u></b>	<b>6 119</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 119</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>222 306 007</b>	<b>6 990 759</b>	<b>10 707 032</b>	<b>218 589 734</b>

➤ **Les autres immobilisations incorporelles :**

Elles augmentent de **1 226 575** euros.

On note, en particulier, l'évolution des applications ci-dessous :

TME Web Abaca	108 590 €
Logiciel FORPREV 2	643 463 €
Nouveau site "Travail et sécurité"	387 584 €
SEIRICH évolutions	49 627 €
Site INRS refonte médiathèque	28 241 €
	1 217 506 €

Elles diminuent de **4 929 345** euros : d'importants retraits ont été effectués pour des logiciels qui n'étaient plus utilisés ; on peut noter des retraits significatifs pour les applications FORPREV et MAVIMPLANT.

➤ **Les constructions et aménagement des constructions :**

Elles augmentent de **1.323.896** euros ; on peut citer, notamment, les mises en service suivantes :

la réhabilitation de la chambre sourde au bâtiment 17 pour 508.536 euros,  
la cabine ventilation au bâtiment 10 pour 179.404 euros,  
les travaux pour le banc Alasca pour 479.837 €

➤ **Les installations techniques, matériels et outillages industriels :**

Ils ont augmenté de **2 516 402** euros.

En 2023, pas d'acquisitions de gros de matériels scientifique, en raison des restrictions budgétaires liées à l'absence de COG.

Dans ce montant, on trouve notamment :

La mise en service du banc Alaska à hauteur de 2.311.873 euros.

La mise en service du banc brouillard huile à hauteur de 69.180 euros

➤ **Les matériels de bureau et informatique :**

Ils n'ont augmenté que de **8.851** euros, en raison des restrictions budgétaires.

➤ **Les immobilisations corporelles en-cours :**

L'augmentation de **1 629 860** euros des immobilisations corporelles en cours concerne essentiellement :

- la réhabilitation du laboratoire MA au bâtiment 17 pour 1 516 282 euros.
- la reprise des piliers du bâtiment 5 pour 19 972 euros.
- le plan radon : ventilation des bâtiments 10 et 12 pour 17 076 euros.

Le montant d'immobilisations corporelles en cours de **4 109 187** euros au 31 décembre, est composé de :

<b><u>CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS :</u></b>	
Changement régime neutre électricité site de Lorraine	324 347 €
Bat 17 réhabilitation labos métrologie des aérosols	3 091 826 €
Bât 05 reprise des piliers	225 571 €
Bât 10 et 12 : ventilation plan radon	17 076 €
<b><u>BANCS D'ESSAIS :</u></b>	
Banc comete - COV	22 203 €
Banc CHARL	162 577 €
Banc enceinte essai bioaérosols	15 466 €
Banc Arrakis	250 121 €
<b><u>TOTAUX</u></b>	<b>4 109 187 €</b>

➤ **Les immobilisations incorporelles en-cours :**

Le montant de ces immobilisations s'élève à **316 828** euros au 31/12/2023, et se compose des applications suivantes :

TME calculatrice radon	38 178 €
SIRH	221 230 €
SERBIO outil d'aide au risque bio	57 420 €
	<hr/>
	316 828 €

### 3.1.3 Variations de l'exercice - Amortissements et dépréciations

	Amortissements et dépréciations au 01/01/2023	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amortissements et dépréciations au 31/12/2023
<u>IMMOBILISATIONS</u>				
<u>INCORPORELLES:</u>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	15 553 859	1 239 136	4 892 435	11 900 560
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>15 553 859</b>	<b>1 239 136</b>	<b>4 892 435</b>	<b>11 900 560</b>
<u>IMMOBILISATIONS</u>				
<u>CORPORELLES:</u>				
Aménagements des terrains	485 486	39 077	0	524 563
Constructions :				
sur sol propre	66 892 809	5 404 490	150 230	72 147 069
sur sol d'autrui	0			0
Inst.techniques,outillage,mat.industriels	37 618 735	2 882 992	843 800	39 657 927
<u>AUTRES IMMOS CORPORELLES</u>				
Installations générales diverses	0	0	0	0
Matériel de transport	768 518	80 537	0	849 055
Matériel de bureau et informatique	4 998 808	465 467	156 423	5 307 852
Mobilier et matériel de bureau	2 519 415	76 126	57 845	2 537 696
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>113 283 771</b>	<b>8 948 689</b>	<b>1 208 298</b>	<b>121 024 162</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>128 837 630</b>	<b>10 187 825</b>	<b>6 100 733</b>	<b>132 924 722</b>

La dotation aux amortissements s'élève en 2023 à **10.187.825** euros, contre 10.837.159 euros en 2022.



### 3.2 STOCKS

#### ➤ Valorisation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires lorsqu'ils sont inclus dans la facture d'achat ; dans le cas contraire ils ne sont pas pris en stocks et sont inscrits au compte de charge par nature.

#### ➤ Evolution des stocks

	2023	2022	Différence	%
Stocks matières premières	0	0	0	
Stocks matières consommables	36 559	39 141	-2 582	-6,60%
Stocks fournitures consommables	61 912	88 229	-26 317	-29,83%
Stocks d'emballages	358	234	124	52,99%
<b>Sous-total matières premières et autres approvisionnements</b>	<b>98 829</b>	<b>127 604</b>	<b>-28 775</b>	<b>-22,55%</b>
Stocks de vidéos et diapositives	60 393	61 483	-1 090	-1,77%
Stocks d'affiches	93 048	88 857	4 191	4,72%
Stocks de périodiques et non périodiques	818 526	943 744	-125 218	-13,27%
Stocks divers	42 183	42 998	-815	-1,90%
<b>Sous-total marchandises</b>	<b>1 014 150</b>	<b>1 137 082</b>	<b>-122 932</b>	<b>-10,81%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 112 979</b>	<b>1 264 686</b>	<b>-151 707</b>	<b>-12,00%</b>

➤ Dépréciation des stocks

La législation comptable impose d'enregistrer la dépréciation de la valeur des stocks dans un compte de dépréciation.

La dépréciation des stocks correspond à la différence entre la valeur brute déterminée selon la méthode ci-dessus (le coût d'entrée) et la valeur vénale de ce stock à la date de clôture. La valeur vénale du stock, qui s'élève à 315 009 euros, correspond à la part du stock destinée à être revendue

La dépréciation sert à couvrir la quote-part des stocks de documentation destinée à être distribuée gratuitement. Au 31/12/2023, la dépréciation s'élève à 797 970 euros contre 867 946 euros au 31/12/2022.

### **3.3 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE**

Le montant de 85 049 euros, à échéance à moins d'un an, est constitué par les avances et acomptes sur commande versés aux fournisseurs.

### **3.4 CRÉANCES**

Les créances, à échéance à moins d'un an, sont valorisées à leur valeur nominale.

#### **3.4.1 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES**

Ce poste, d'un montant total de 353 373 euros se décompose comme suit :

- Le montant des créances clients ordinaires est de 300 762 euros.

- Les créances des clients douteux s'élèvent à 10 494 euros (contre 8 946 euros au 31/12/2022) ; elles sont dépréciées en fonction du risque d'irrecouvrabilité évalué en fin d'année.

La dépréciation des comptes clients constituée au 31/12/2023 est de 6 495 euros (contre 5 680 euros au 31/12/2022).

Les créances irrécouvrables sont comptabilisées en perte après autorisation du Contrôleur Général Economique et Financier pour les montants supérieurs à 10 000 euros.

- Les produits à recevoir, non encore facturés aux clients, sont de 42 117 euros ; Ces produits concernent l'avancement au 31/12/2023 des projets suivants :

" PARC "	7 735 €
" NOAA LCS "	11 163 €
" FATIGAUDIT "	15 246 €
" REENAME "	7 973 €

#### **3.4.2 CREANCE CNAMTS, A MOINS D'UN AN**

Le compte courant débiteur CNAMTS s'élève à 9 436 513 euros au 31/12/2023 contre 13 899 410 euros au 31/12/2022.

#### **3.4.3 AUTRES CREANCES**

Sous cette rubrique, d'un montant de 30 183 euros, sont comptabilisés les éléments suivants :

Fournisseurs- autres avoirs	5 175
Avances et acomptes consentis au personnel	25 008

### 3.5 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance concernent les éléments suivants :

Catégories de dépenses	Montants	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Etudes	67 086	67 086	
Frais de recrutement	0		
Autres charges de personnel	0		
Locations immobilières	0		
Locations mobilières	4 631	4 237	394
Charges locatives	0		
Entretien et réparation	0		
Travaux informatiques	0		
Contrats de maintenance	485 048	427 873	57 175
Documentations	27 835	27 835	0
Frais de colloques, séminaires	0		
Annonces, insertions	1 184	1 184	
Téléphonie	0		
Affranchissements	0		
Assurances	123 159	27 310	95 849
Impôts et taxes	0		
Blanchissage	0		
Autres travaux et façons	0		
Autres services extérieurs	2 307	2 307	
Cotisations	3 790	3 790	
Frais de formations	661	661	
Redevances de logiciels	154 247	144 449	9 798
Frais de mission	0	0	
Frais de réception	0		
Autres charges de gestion	0		
<b>TOTAL</b>	<b>869 948</b>	<b>706 732</b>	<b>163 216</b>

## **BILAN PASSIF**

### **3.6 FONDS ASSOCIATIFS**

	Au 01/01/23	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Au 31/12/23
Fonds associatifs sans droit de reprise	0	0	0	0
Valeur nette de biens affectés par la CNAM	0		0	0
Subventions nettes reçues de la CNAM	93 441 863	2 431 390	10 231 973	85 641 280
Subventions Equipement nettes reçues du District (subvention accordée pour la construction de Neuves-Maisons)	25 216	0	1 484	23 732
<b>TOTAL</b>	<b>93 467 079</b>	<b>2 431 390</b>	<b>10 233 457</b>	<b>85 665 012</b>

Une subvention d'investissement d'un montant de 2 431 390 euros a été comptabilisée en 2023.

Ce montant correspond aux biens créés par l'INRS (310.156 euros), ainsi que les nouveaux investissements effectués en 2023 sur le budget 2023, à hauteur de 2.121.234 euros.

### 3.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Au 01/01/23	Augmentation de l'exercice	Diminution		Au 31/12/23
			Montant utilisé au cours de l'exercice	Montant non utilisé et repris au cours de l'exercice	
Provisions pour litiges	1 250 000	80 000	0	150 000	1 180 000
Provisions pour pertes et charges	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	325 000	30 000		0	355 000
Autres provisions pour charges	0		0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 575 000</b>	<b>110 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>1 535 000</b>

#### Les actions juridiques en cours :

##### Les actions juridiques en cours :

##### **Dossier Aminata Kamisoko**

Cette salariée a été embauchée le 05/01/16 et a fait l'objet d'une procédure de licenciement en 2019 pour insuffisance professionnelle, après tentative de négociation pour une rupture conventionnelle, refusée par la salariée.

Son licenciement lui a été signifié ainsi que son solde de tout compte de 8 500 €, incluant l'indemnité de licenciement. Une contestation ayant été formée, une nouvelle négociation a été demandée, refusée par l'INRS, avant recours contentieux. En novembre 2020, Mme Kamisoko a déposé une requête au Conseil de Prud'hommes visant à obtenir la nullité de son licenciement ainsi qu'une demande d'indemnités. Une audience de conciliation a été fixée au 09/06/21, à l'issue de laquelle, faute d'accord, une audience de plaidoirie a été fixée au 27/01/22 et a été reportée à une date ultérieure courant 2<sup>e</sup> semestre 2022. Le jugement dans l'affaire Aminata Kamissoko a été prononcé le 19/12/22 : les deux parties ont été déboutées de leurs demandes. Chaque partie pouvant faire appel dans un délai de 1 mois après avoir reçu le jugement. Mme Kamisoko a fait appel de la décision en janvier 2023. La provision de 50 000 € pour risques et charges est donc maintenue.

##### **Dossier Catherine Montagnon**

Mme Montagnon a été embauchée à l'INRS en 2007. Une déclaration d'accident du travail a été effectuée à sa demande en février 2019. L'INRS a émis des réserves. S'en sont suivis des arrêts de travail successifs et en octobre 2019, la salariée a mandaté un avocat pour une négociation avant contentieux en vue d'une rupture de contrat. Dans l'impossibilité d'obtenir une demande précise de Mme Montagnon, l'INRS, bien que non demandeur, a formulé une proposition financière de 200 000 € associée à la conclusion d'un accord avant le 20/12/19. En mai 2020, une requête a été déposée au Conseil de prud'hommes par Mme Montagnon, en vue d'obtenir la résiliation judiciaire de son contrat ainsi qu'une indemnité au titre de son solde de tout compte, une indemnisation pour licenciement nul et des indemnités pour heures supplémentaires. Une audience de conciliation s'est tenue le 15/10/20. Au 31/12/20, Mme Montagnon était toujours en arrêt de travail successifs. À fin mars 2022, Mme Montagnon a repris le travail quelques jours et est en congés. Une audience prud'homale s'est tenue le 03/11/21, la décision a été mise en délibéré au 02/02/22. Entendu qu'il y a eu égalité de jugement, l'affaire est renvoyée à un jugement de départage avec un juge professionnel. L'audience prud'homale s'est tenue le 25 septembre 2023 et la décision a été rendue le 20 novembre 2023, condamnant l'INRS à verser à

Mme Montagnon 91 500 € (sur les 800 000€ demandés par Mme Montagnon). Elle a notamment été déboutée de toutes ses demandes au titre des heures supplémentaires. L'INRS a fait appel de cette décision en décembre 2023. Il y a tout lieu de penser que Mme Montagnon réitérera l'ensemble de ses prétentions devant la Cour d'Appel. En conséquence, il semble prudent de maintenir une provision à hauteur de 300 000 € dans ce dossier.

#### **Dossier Olivier Witschger : responsable de laboratoire**

Suite à une alerte transmise par 3 élus CSE au directeur du centre de Lorraine, une analyse de la situation du Laboratoire a été menée par la psychologue du travail de février à avril 2022. Compte tenu de la teneur des conclusions de cette analyse, il a été demandé le 03/05/22 à O. Witschger de se mettre en retrait temporaire de l'équipe quelques semaines, le temps de pouvoir mettre en place des mesures d'apaisement. Cette décision a conduit à un arrêt maladie d'O. Witschger, requalifié par la suite en arrêt suite à accident du travail. Depuis, les arrêts de travail se sont succédés jusqu'à la signification par le médecin conseil de l'assurance maladie d'une aptitude à reprendre une activité professionnelle et l'arrêt du versement des indemnités journalières à compter du 20/12/22. Suite à la décision du médecin conseil de l'assurance maladie, une visite de reprise du travail a eu lieu le 20/12/22 avec le médecin du travail en charge du suivi du personnel du centre de Lorraine. À l'issue de la visite, le médecin du travail a transmis à l'INRS un avis d'inaptitude assorti de la mention « l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans un emploi à l'INRS ». Cette mention exclut donc toute possibilité de reclassement à l'INRS dans ses 2 centres (art. L. 1226-2.1, 12 et 20). L'Institut n'a pas d'autre choix que d'engager une procédure de « licenciement suite à avis d'inaptitude ». Par courrier en date du 3 juillet 2023, l'Institut a été informé d'une action de M. Witschger auprès du conseil de Prud'hommes de Nancy visant à condamner l'INRS pour licenciement nul, manquement à l'obligation de sécurité et manquement à l'obligation de loyauté. La procédure est en cours et devrait être plaidée courant 2024. Dans cette affaire, la provision pour risques a été estimée à 220 000 €.

#### **Dossier Greff-Mirguet : technicienne de laboratoire**

Après 34 ans d'activité de laboratoire à l'INRS, Mme Greff-Mirguet a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle en date du 15/12/14 qui a conduit le médecin du travail à consigner des restrictions au poste de travail. Suite à une étude de poste, des aménagements techniques et d'activités ont permis ensuite à Mme Greff-Mirguet d'occuper un poste de travail conforme avec ces restrictions. Le 01/04/22, après une longue période d'absence pour cause maladie, le médecin du travail l'a déclarée inapte à son poste avec des restrictions médicales. L'Institut a donc entrepris une recherche de reclassement qui a permis de proposer à Mme Greff-Mirguet un poste validé par le médecin du travail et pour lequel le CSE a émis un avis favorable. Mme Greff-Mirguet ayant refusé ce poste, l'Institut a été contraints d'engager une procédure de licenciement pour inaptitude et impossibilité de reclassement. Faisant suite à ce licenciement, l'Institut a reçu une requête aux fins de saisine du conseil de prud'hommes en date du 10/10/22 revendiquant la condamnation de l'INRS à payer à Mme Greff-Mirguet les sommes au titre de l'absence de cause réelle et sérieuse de son licenciement ainsi que des indemnités compensatrices de préavis et de l'indemnité spéciale de licenciement. Un avocat a été saisi pour accompagner l'INRS dans la procédure de reclassement et de licenciement. Il est désormais en charge du dossier engagé par Mme Greff-Mirguet auprès du conseil de Prud'hommes de Nancy. Dans cette affaire, les charges afférentes à cette action au conseil des prud'hommes ont été provisionnées à hauteur de 230 000 €.

#### **Dossier Patrice Viardot : Responsable de l'unité ERM (bureau d'études et atelier mécanique) au sein du département BATI.**

Fin 2019, des difficultés majeures ont été rencontrées sur l'achat de plusieurs équipements neufs (tour à métaux et rouleuse de tôles) pour lesquels M Viardot était directement impliqué dans le processus d'achat. Une analyse a posteriori de ces deux dossiers d'achat a permis de mettre en évidence que M Viardot avait sciemment orienté, à plusieurs reprises, le choix des offres vers un même fournisseur en surévaluant les critères techniques alors que les prix proposés par ce fournisseur étaient par ailleurs largement surévalués par rapport au prix réel des équipements. Ces faits ont conduit l'INRS à notifier à M Viardot son licenciement le 03/03/20 pour cause réelle et sérieuse. Par courrier en date du 01/02/21, l'INRS a été informé d'une action de M Viardot auprès du conseil de Prud'hommes de Nancy visant à condamner l'INRS au titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. Après plusieurs échanges de pièces et répliques entre avocats des deux parties, l'ordonnance de clôture fixant l'audience de



plaidoirie a été fixée et s'est tenue le 20/09/22. Le jugement dans l'affaire Patrice Viardot a été prononcé par le Conseil de Prud'hommes de Nancy le 06/12/22. En conclusion, il confirme la cause réelle et sérieuse de ce licenciement et déboute M Viardot de l'ensemble de ses demandes. Cependant, considérant que M Viardot disposait d'un délai d'un mois pour faire appel, une provision globale pour ce litige d'un montant de 50 000 € avait été maintenue fin 2022. M. Viardot n'ayant pas fait appel, le litige est désormais éteint et la provision de 50 000 € a été reprise dans les comptes 2023.

#### **Dossier amiante : citation directe de JC LAFOREST**

Ce dossier relatif au procès amiante intéresse l'INRS du fait que l'ancien salarié de l'Institut M Jean-Claude Laforest est personnellement cité devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir notamment, en sa qualité d'ingénieur chimiste, participé aux réunions du CPA. Considérant, à l'égard des frais de défense, et selon la jurisprudence constante, qu'il appartient à tout employeur d'assurer la protection juridique de ses salariés lorsqu'ils sont poursuivis pour des faits commis à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, le Conseil d'Administration de l'INRS, dans une délibération du 13/10/22, a décidé de prendre en charge les frais d'avocat de M. Laforest, auxquels il s'expose pour assurer sa défense dans le cadre de la procédure pénale engagée à son encontre. Lors de l'audience du 26/10/22, le tribunal a souligné le caractère hors norme de ce dossier, notamment en termes d'organisation compte tenu du nombre de parties civiles (environ 1200) et de l'absence d'indications relatives au nombre de témoins qui seront cités par les victimes et/ou la défense. Une audience de procédure consacrée à l'étude des exceptions de nullité soulevées par la défense a été fixée au 09/03/23. Aucune action n'a été réalisée autour de ce dossier en 2023. Néanmoins une reprise d'instruction en 2024 peut être à envisager. Dans ces conditions, il nous semble prudent de maintenir une provision à hauteur de 300 000 €, cette provision étant effectuée en vue de la prise en charge des frais d'avocats pour assurer la défense de M Laforest.

#### **Dossier Nathalie Motte : assistante Direction Générale**

Mme Motte a été embauchée le 3 février 2020. Ses difficultés à effectuer un travail de qualité, ses oublis ou erreurs, lui ont valu des remarques de sa hiérarchie qui lui a demandé, à plusieurs reprises, de faire les efforts nécessaires à garantir un travail fiable, aussi bien vers les services que lorsque les travaux demandés sont destinés aux administrateurs de l'Institut. En dépit de ces remarques et d'efforts de la part de Mme Motte, la qualité de son travail est demeurée très en deçà de ce que l'on peut attendre d'une assistante de direction et définitivement insuffisante pour assurer le secrétariat de la Direction Générale. Cette situation a conduit l'INRS à envisager une rupture de la relation fin 2023. À la suite des entretiens menés par les ressources humaines pour envisager cette rupture dans les meilleures conditions possibles pour la salariée, celle-ci a contacté un avocat désormais chargé de la représenter dans les négociations. L'INRS a transmis ce courrier à son propre conseil qui poursuit désormais cette négociation avec sa consœur. Dans cette affaire, les charges afférentes à la rupture du contrat seront provisionnées au budget de personnel et seules les charges éventuellement liées au litige consécutif à cette rupture sont ici retenues en complément. Compte tenu des insuffisances professionnelles relevées et dont une trace est conservée dans plusieurs supports d'entretiens annuels successifs, l'INRS peut raisonnablement maintenir sa position sur le fond et envisager une rupture conventionnelle comme un licenciement pour insuffisance professionnelle. Dans cette incertitude, il est nécessaire de prévoir une provision de 80 000€.

#### Impôts :

##### **Dossier Taxe foncière – Taxe d'habitation**

La provision pour impôts constituée à hauteur de 325 000 €, en raison de l'absence de réception des rôles d'imposition des taxes foncière et d'habitation pour le boulevard Richard Lenoir, est toujours en compte au 31/12/23 : elle représente 2 années d'imposition, tel que prévu par les règles fiscales (prescription 2 ans sur cette nature de taxes). La Cour des Comptes a été informée de ce dysfonctionnement des services fiscaux, §2.1.3 du rapport « à la date du contrôle de la Cour, les bases cadastrales, ne semblaient pas être à jour et l'Institut ne recevait pas les avis d'imposition relatifs aux taxes foncières dont il est redevable », et le Directeur Général des finances publiques a été fait expressément et nominativement destinataire du rapport. Il n'y a aucun élément nouveau dans ce dossier en 2023 mais compte tenu de l'augmentation des taux d'imposition, la provision a été portée à 355 000 €.

### 3.8 FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

En raison de l'instauration en 2019 de nouvelles règles budgétaires qui imposent de réceptionner les commandes engagées dans l'année, les fonds dédiés sur subvention de fonctionnement sont nuls au 31/12/2023.

### 3.9 DETTES

Toutes les dettes sont à moins d'un an, à l'exception des dettes concernant les comptes épargne-temps, soit 5 213 053 euros.

#### 3.9.1 Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Le montant des acomptes reçus au titre de contrats en cours est de 357 591 euros.

#### 3.9.2 Fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste de 2 013 732 euros est constitué des factures non réglées des fournisseurs de biens et services et d'immobilisation, soit 816 677 euros, ainsi que de leurs factures non encore parvenues au 31/12/2023, représentant un montant de 1 197 055 euros.

Les factures d'immobilisation incluses dans ce poste s'élèvent à 70 742 euros.

#### 3.9.3 Dettes fiscales et sociales

Le montant de 21 042 382 euros se décompose comme suit :

Salaires et versements aux CSE	320 614
Organismes sociaux	2 235 634
Etat	674 852
Charges à payer	17 811 281
soit :	
Congés restant à payer	7 221 734
Compte épargne temps	5 213 053
Autres charges à payer	5 376 494
<b>TOTAL</b>	<b><u>21 042 381</u></b>

Dans le poste ' autres charges à payer » sont comptabilisées :

- La prime d'intéressement à régler aux salariés au titre des résultats constatés en 2023, à hauteur de 683 695 euros, soit 1,6% de la masse salariale.
- Les indemnités de départ à la retraite à payer sont constituées de trois composantes :

Départs annoncés		Départs non annoncés	Total IDR à payer comptabilisée au 31/12/2023
Départs annoncés pour 2024	Départs annoncés pour 2025 et 2026	Salariés âgés de 62 ou plus en 2024	
763 270	852 673	1 587 481	3 203 424

Les indemnités à régler aux salariés ayant annoncé leur départ en 2024, sont comptabilisées pour la somme de 763 270 euros.

Les indemnités à régler aux salariés ayant annoncé leur départ pour 2025 et 2026 sont comptabilisées pour 852 673 euros.

Les indemnités de départ à la retraite des salariés qui seront âgés de 62 ans et plus en 2024, qui n'ont pas encore annoncé la date de leur départ, sont comptabilisées à hauteur de 1 587 481 euros.

- Des notes de frais à payer aux agents INRS, pour un montant de 18 euros.
- Des augmentations de salaires à payer, car non versées en 2023 en raison de l'absence de signature de la COG, pour un montant de 1 489 357 euros.

Le tableau suivant détaille les charges à payer concernant le compte épargne temps (CET) ; elles incluent les droits acquis majorés des charges sociales et fiscales.

	Au 01/01/23		Epargne 2023		Consommations- Revalorisation- Transferts du court terme vers le long terme - Abt retraites		Versements sur le PERCO		Au 31/12/23	
	en jours	en euros	en jours	en euros	en jours	en euros	en jours	en euros	en jours	en euros
CET court terme	1 249	437 922	227	80 032	- 324	- 64 432	- 53	- 18 585	1 194	434 937
CET long terme	8 787	4 624 570	892	468 835	- 697	- 146 952	- 323	- 168 338	8 659	4 778 116
<b>TOTAL</b>	<b>10 036</b>	<b>5 062 492</b>	<b>1 119</b>	<b>548 867</b>	<b>- 1 021</b>	<b>- 211 384</b>	<b>- 376</b>	<b>- 186 923</b>	<b>9 853</b>	<b>5 213 053</b>

#### 3.9.4 Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Ce poste de 76 775 euros est constitué des retenues de garantie et pénalités provisoires pratiquées sur les factures d'immobilisation.

Les factures non réglées aux fournisseurs d'immobilisations, non incluses dans ce poste, représentent un montant de **70 742** euros ; ces dernières sont incluses dans le poste « fournisseurs et comptes rattachés ».

#### 3.9.5 Autres dettes

Convention INNOVTRAV	3 081
Convention METRONOME	90 480
Convention IPIAMA	83 720
Colloques INRS	3 252
Autres comptes créditeurs	3 403
Remboursements de prêts de salariés	5 355
Recettes non identifiées	5 555
<b>TOTAL</b>	<b><u>194 846</u></b>

#### 3.9.6 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance qui s'élèvent à 117 060 euros sont à échéance de moins d'un an. Ils correspondent aux abonnements restant à servir.

## 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1 VENTILATION DE LA PRODUCTION VENDUE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

- Etudes et prestations de services	1 385 973
- Ventes de marchandises	993 385
- Produits des activités annexes	17 059
<b>TOTAL</b>	<b><u>2 396 417</u></b>

Dont 394 721 euros réalisés hors de France métropolitaine.

### 4.2 PRODUCTION IMMOBILISÉE

Concernant l'exercice 2023, les produits d'exploitation incluent 310 156 euros de production immobilisée correspondant à plusieurs bancs d'essai en cours de production.

### 4.3 SUBVENTION D'EXPLOITATION

La subvention d'exploitation versée par la CNAM s'est élevée à 77 564 157 euros.

### 4.4 DEPRECIATIONS D'EXPLOITATION

Les dépréciations d'exploitation se décomposent en deux éléments :

	Au 01/01/23	Augmentation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Au 31/12/23
Dépréciation des stocks	867 946	5 688	75 664	797 970
Dépréciation des comptes de créances	5 680	2 222	1 407	6 495
<b>TOTAL</b>	<b>873 626</b>	<b>7 910</b>	<b>77 071</b>	<b>804 465</b>

#### 4.5 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges exceptionnelles se sont élevées en 2023 à **137 277** euros, contre 216 509 euros en 2022. Elles sont essentiellement constituées par valeurs nettes comptables des immobilisations cédées.

Les produits exceptionnels, qui s'élèvent à **10 357 308** euros, sont principalement composés de la quote-part des subventions virées au résultat de l'exercice, d'un montant de 10 233 384 euros.

#### 4.6 FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Aucun engagement de fonctionnement n'a été reporté sur l'exercice 2023.

### 5. AUTRES INFORMATIONS

#### 5.1 ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUELS

##### 5.1.1 Provision pour indemnité de retraite

La mise à jour de la convention collective en date du 21 août 2011, dans son article 58, a porté l'indemnité de départ en retraite à 6 mois (auparavant elle était de 3 mois)

La provision est donc calculée sur la base de 6 mois de salaire majorée des charges sociales.

Des indemnités de départ à la retraite à régler aux salariés ayant annoncé leur départ en 2024, 2025 et 2026 ont été comptabilisées dans le poste « autres charges à payer », pour la somme de 1 615 943 euros.

Des indemnités de départ à la retraite à régler aux salariés âgés de 62 ans et plus, qui non pas encore annoncé la date de leur départ en retraite ont été comptabilisées dans le poste « autres charges à payer », pour la somme de 1 587 481 euros.

Le total de la provision pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au 31 décembre 2023 est de 3 203 424 euros.

La part non comptabilisée de cette provision s'élève au 31 décembre 2023 à :

Paris.....	5 186 K€
Lorraine.....	7 284 K€
Total.....	12 470 K€

Le résultat de ce calcul, effectué agent par agent, a été corrigé des paramètres suivants (les deux premiers servent à "probabiliser" le montant de l'engagement) :

- taux de rotation : 0.60676 % (démissions/effectif suivant avis CEC 2018-17)
- taux de survie (à partir de l'âge et de la table de survie de l'INSEE)
- droits acquis (en fonction de l'âge et de l'ancienneté)
- revalorisation du salaire : 5%
- taux d'actualisation : 3.17 % (valeur actuelle d'un engagement payable à terme)

Les calculs tiennent compte du rallongement de l'âge légal de départ à la retraite, soit 64 ans.

### 5.1.2 Engagements financiers donnés

Au titre de commandes d'achat de matériels et prestations de services diverses (contrats de maintenance, de redevances de logiciels, de locations mobilières ou immobilières, inscriptions à des colloques, assurances...), l'I.N.R.S devra engager la somme de 2 435 338 euros sur les exercices ultérieurs.

## 5.2 EFFECTIF AU 31/12/23

L'effectif CDI hors congé de projet au 31/12/2023 est de 551 personnes.

La répartition des salariés selon la classification des « catégories sociales professionnelles » est la suivante :

	31/12/2022	31/12/2023
Ingénieurs et cadres	432	428
Techniciens et agents de maîtrise	102	101
Employés et ouvriers	22	22
<b>Total</b>	<b>556</b>	<b>551</b>

Source RH : CDI au 31/12/2023 bilan social (aucun congé de projet)



EPITHAC  
7, rue de la Vigne Au Loup 21121 HAUTEVILLE-LES-DIJON  
S.a.r.l. au capital de 585 000 € - SIRET 531 921 660 0001 - C.F.R.O.T.C.M.P.T.A.B.L.E.R. CONSEIL AUX ENTREPRISES,OU=CCE,OU=0002  
41021897200043,OU=Direction,OU=5.4.97=NTRFR  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables - SURNOME=PHU, GIVENNAME=François, François  
Société de commissaires aux comptes inscrite auprès de la C.O.C.C. - PHU, T=Gerant, SERIALNUMBER=0100  
410620241212,OU=Direction de Dijon

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **Réunion du Conseil d'Administration quant à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### **CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Hauteville-lès-Dijon  
Le 11 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

**SARL EPITHAC**



François PHU

